

[Text]

ture? How would it be financed? How would it function without interfering or competing with successful trade operations? What kind of a program would assist large corporations to be more competitive on world capital projects? These are some of the questions that the committee is seeking answers for.

The following companies associations and institutions have kindly offered to appear before this committee today to help it with the difficult task of recommending to Parliament how Canada could increase its export trade and overcome its trade deficit.

Appearing before us will be the Canadian Federation of Independent Business, Dominion Luggage Company Limited; and the Government of Ontario, Policies and Priorities Division.

Appearing this afternoon will be the Canadian Carpet Institute, the Canedex Distributors Limited, and Bennett & Wright (Eastern) Limited.

So, without further ado, I would call upon our first witness, Jim Bennett who is Director of National Affairs for the Canadian Federation of Independent Business, and with Jim is Patricia Johnston, vice-president of legislative affairs for the federation.

Mr. Bennett.

• 0910

Mr. J. Bennett (Director, National Affairs, The Canadian Federation of Independent Business): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, thank you for the opportunity to make this presentation. From what you have already been told by the various institutes, associations and companies that you have seen both in Ottawa and across the country, perhaps you have already come to the same conclusion that we have and that is that a national trading corporation is definitely not a priority at this time, if there is any need whatsoever.

Unlike the exporters association or the importers, or some of the other groups and companies you have seen, we at the federation do not claim to be experts on the intricacies of how trading corporations do or should work. What we do know an awful lot about, after ten years in this area, is small businesses; how they work, how they might export and how they might do their part in reducing the deficit.

As I say, after ten years we have heard an awful lot from small businesses and I would like to share some of those messages with you, and also to let you know that we had hoped to bring to you today the direct mandate votes from our 56,000 member firms. Unfortunately, with the wildcat postal disruptions some weeks back, we do not have those voting results in yet. We expect that if CUPW does not go out again this week that we should have them for you in the next week or so, and so soon as we have those votes we will get them to you.

[Translation]

combinaison des deux? Comment serait-elle financée? Comment poursuivrait-elle ses activités sans entraver ni concurrencer celles de sociétés commerciales qui connaissent du succès. Quel genre de programme permettrait à une grande société d'être plus concurrentielle dans le cadre de projets d'investissements mondiaux? Voilà certaines des questions auxquelles le comité doit s'attacher.

Les sociétés, associations et établissements suivants ont eu l'obligeance de nous proposer de se présenter devant le Comité aujourd'hui pour aider ce dernier dans sa tâche difficile qui consiste à recommander au Parlement les façons dont le Canada pourrait accroître son commerce extérieur et combler son déficit commercial.

Les représentants de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, de la *Dominion Luggage Company Limited* et de la Division des politiques et priorités du gouvernement de l'Ontario comparaitront devant le Comité.

Cet après-midi, ce sera le tour de représentants de la *Canadian Carpet Institute*, de *Canedex Distributors Limited* et de *Bennet and Wright (Eastern) Limited*.

Ainsi, sans plus attendre, je donne la parole à notre premier témoin, M. Jim Bennett, directeur des Affaires nationales de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, qui est accompagné de Patricia Johnston, vice-présidente des Affaires législatives de la Fédération.

M. Bennett.

M. J. Bennett (Directeur, Affaires nationales, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante): Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de m'offrir l'occasion de faire cet exposé. A en juger d'après la déclaration des divers établissements et des diverses associations et sociétés que vous avez rencontrés à Ottawa et partout au Canada, peut-être en êtes-vous déjà venus à la même conclusion que nous, à savoir qu'une société nationale du commerce ne constitue certes pas une priorité à l'heure actuelle, si tant est qu'il soit jamais nécessaire d'en créer une.

A l'encontre de l'association des exportateurs, des importateurs ou de certains des autres groupes et sociétés que vous avez rencontrés, nous, de la fédération, ne prétendons aucunement être des spécialistes en ce qui concerne le fonctionnement actuel ou idéal de sociétés du commerce. Par contre, étant donné que nous avons œuvré pendant dix ans dans le secteur, nous connaissons très bien les petites entreprises, leur fonctionnement, leurs possibilités d'exporter et leur participation éventuelle à la réduction du déficit.

Comme je le disais, au cours de ces dix ans, les petites entreprises nous ont souvent saisi de leurs opinions, et j'aimerais vous communiquer certains de ces messages en vous précisant que nous espérons aujourd'hui avoir mandat de prendre la parole au nom des 56 000 sociétés membres de la Fédération. Malheureusement, en raison des grèves postales qui ont eu lieu il y a quelques semaines, nous n'avons pas encore les résultats du vote à cet égard. Nous prévoyons que, si le SPC ne débraye pas encore cette semaine, nous serons en mesure de vous fournir ces résultats au cours de la semaine prochaine ou dès qu'ils seront disponibles.